

Comment faire du neuf avec du vieux ?

*Quelle(s) problématique(s) pour un historien
devant les Alpes?*

François Walter

Durant leur formation et leurs premières expériences de la recherche, nombreux sont les chercheurs qui ont trouvé dans l'histoire économique et sociale, développée par l'école française des Annales à la fois un programme et l'outillage mental nécessaire à la construction de leur objet d'étude. Pour beaucoup d'entre eux, les Alpes sont longtemps restées un monde à l'écart de la grande histoire, celle de la production et des échanges, celle des conflits sociaux et des mécanismes du pouvoir. Dans sa thèse soutenue en 1947 – qui est restée et reste encore sans doute l'horizon indépassable de la recherche historique – le maître Fernand Braudel n'avait-il pas écrit une petite phrase péremptoire :

La montagne, ordinairement, est un monde à l'écart des civilisations, création des villes et des bas pays. Son histoire, c'est de ne point en avoir, de rester en marge, assez régulièrement, des grands courants civilisateurs qui passent avec lenteur cependant?

Au mieux, la montagne ne serait qu'«une fabrique d'hommes à l'usage d'autrui» (autre formule du même Braudel). Il faut donc que la situation ait quelque peu changé pour qu'un historien ait à s'exprimer au seuil d'un atelier de recherche alpine. Mais comment définir la place de l'histoire dans «les sciences de la culture face à l'espace alpin»?

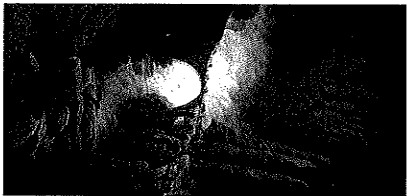
La légitimation d'un champ de recherche

Le point de vue braudélien a été largement partagé pendant des décennies par de nombreux historiens. Pas seulement par les historiens d'ailleurs: il est par exemple frappant de lire sous la plume de l'un des plus «alpins» de nos écrivains, C.-F. Ramuz, cette réflexion:

Les pays privés de la mer sont en même temps privés de circulation. Il semble assez que la mer, dans les destinées du monde, joue à peu près le même rôle que le sang dans la vie du corps humain. Les grandes civilisations sont maritimes³.

De telles prémisses épistémologiques il décollait inévitablement quelques points de vue fréquemment représentés dans la recherche. D'abord que l'histoire des Alpes se confond avec celle des États entre lesquels elles sont partagées. Ensuite que les Alpes se présentent comme le conservatoire des archaïsmes. Prenons un exemple pour illustrer ce dernier point de vue. En cette année du deux centième anniversaire de la République Helvétique, il a souvent été question des résistances à la Révolution : il est apparu alors combien l'historiographie suisse avait, depuis deux siècles, associé unilatéralement résistance et montagne justement parce que cette vision simpliste consacrait un autre poncif, celui du progrès par les villes et de l'arriération des régions marginales, montagnaises de surcroît⁴. Une troisième approche courante voulait que les montagnes aient été construites comme un monde économique dépendant et complémentaire des villes du bas pays, tout comme elles ont été perçues comme le domaine de l'homme trop abondant dont la migration venait équilibrer les balances démographiques par trop déficitaires des villes. Enfin, les Alpes, à défaut de participer au mouvement de l'économie moderne, ont tout au plus trouvé leur place dans l'historiographie parce que depuis le Moyen Âge, leur traversée a été un défi colossal : les Alpes obstacles, mais « obstacle franchi » comme l'a écrit Jean-François Bergier, notre meilleur historien des Alpes, qui a commenté à s'intéresser à la montagne justement par le biais des trafics transalpins qui alimentaient les places de commerce de part et d'autre de la chaîne avant d'en venir à l'étude de ce qu'il a appelé lui-même en 1985 « les Alpes vécues », soit une perspective totalement différente.

Il faut certes rappeler ici le rôle essentiel joué par Jean-François Bergier dans le renouveau d'intérêt pour la recherche alpine et la rupture avec les paradigmes dont je viens de résumer les thèses essentielles. Cette rupture s'est manifestée une première fois en 1979, à l'occasion du *Historikertag* et de la parution d'un numéro spécial de la *Revue suisse d'histoire* (dont Bergier était alors rédacteur) entièrement consacré aux Alpes⁵. À partir de là, se sont multipliées les entreprises. Parmi



Franchir les Alpes



Les Alpes au quotidien

les plus importantes, on renverra le lecteur à l'impressionnante *Histoire et Civilisations des Alpes* parue en 1980⁶. L'utilisation du terme même de « civilisation » est alors significatif du retournement de conception⁷. Durant les années 1980, on a également vu se profiler des chercheurs qui revendiquaient ouvertement une identité alpine. Encore Jean-François Bergier bien sûr, en première ligne : « La montagne s'est installée dans mon oeuvre d'historien » écrit-il dans la préface d'un recueil d'articles publiés en 1978⁸. Parmi ces chercheurs, comment ne pas citer le plus engagé de notre communauté scientifique dans la recherche sur les Alpes, Jon Mathieu, dont on appréciera à sa juste mesure novatrice, après une histoire agraire des Alpes⁹, la récente synthèse portant sur la période moderne¹⁰. Jon Mathieu est aussi secrétaire général de l'Association internationale pour l'histoire des Alpes fondée en 1995 et qui publie une revue *Histoire des Alpes, Storia delle Alpi, Geschichte der Alpen*¹¹.

L'objectif de ces lignes n'est certes pas de dresser l'état détaillé de la recherche alpine¹² mais seulement de souligner comment un objet d'études marginal, il y a encore vingt ans, s'est peu à peu démarqué jusqu'à s'institutionnaliser. L'histoire des Alpes est aujourd'hui un champ de recherche légitime au sein de la discipline historique. Néanmoins, de manière provocatrice, il faut encore se demander si cela existe véritablement, un historien des Alpes.

Qu'est donc un historien des Alpes?

Il y a une sorte de convention qui qualifie d'historien des Alpes celui dont les recherches portent sur les Alpes. Mais qu'est-ce que les Alpes? À la limite, si l'on considère que la Suisse est un État alpin, on admettra que tout historien qui travaille sur la Suisse est automatiquement un historien des Alpes. Nous sommes donc tous des historiens des Alpes. Tenir cette proposition pour absurde nécessite que l'on propose un critère: celui par exemple d'une définition argumentée et forcément plus restrictive des Alpes. Là aussi, les difficultés sont légion. Prenons le grand article *Alpes* du nouveau dictionnaire historique de la Suisse — il s'agit si je ne m'abuse — du plus important article thématique de cette vaste entreprise¹³.

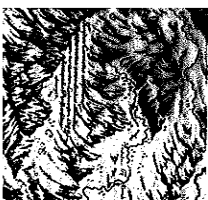
Cet article ne prend pas pour base une définition précise du concept Alpes telle qu'en proposent la géographie physique (critère d'altitude), humaine (peuplement) ou politique (cantons alpins ou partiellement alpins), car ces critères ne sont pas propres à rendre compte du développement historique dans ses phases successives et sous ses diverses facettes. Il retient plutôt l'acception courante du nom Alpes désignant un vaste espace au relief accentué, le fond des sillons glaciaires compris. Aux Alpes proprement dites sont associées les Préalpes dans la mesure où ces dernières ont suivi un destin sensiblement identique, sous réserve de différences régionales. En d'autres termes, Alpes est ici compris par contraste avec les deux autres espaces naturels de la Suisse, le plateau suisse et la chaîne du Jura.

Ce texte, quelque peu ambigu, est révélateur. Il commence par une rhétorique de la démarcation topographique pour finalement se contenter, par commodité, de la définition la plus conventionnelle qui soit. Or, la difficulté n'est pas propre à la Suisse. Dans la livraison 1997 de la revue *Histoire des Alpes* consacrée à la Slovénie, un auteur se demande si la Slovénie est un Etat alpin. La réponse est symptomatique:

Doch wer je durch Slowenien gereist ist, besonders wenn er aus dem Nordwesten oder Norden gekommen ist, kann keine Zweifel hegen – Slowenien ist ein ausgesprochen gebirgisches und in einem Teil auch völlig alpines Land, mit allen sich daraus ergebenden Folgen, so wie in vergleichbaren europäischen Ländern¹⁴.

Au fond, le fait alpin est admis par les historiens comme une notion purement impressionniste (dans le cas cité, rien ne vaut l'impression visuelle *in situ*) et la référence au sens commun dispense de se poser plus avant la question. D'aucuns estimeront que seul un esprit philistin peut y trouver délectation. Eh bien, soit! Il s'avère, en effet, hautement souhaitable de construire les Alpes en objet d'histoire, comme nous sommes habitués à le faire pour n'importe quel autre objet de recherche.¹⁵

En premier lieu, il me semble indispensable de rompre avec la tendance fâcheuse, malheureusement trop fréquente, qui consiste à réduire les Alpes à un cadre d'analyse. Les Alpes sont proposées comme un champ d'observation qui ne retient guère l'attention en tant que tel puisque ce qui intéresse le chercheur, c'est le contenu. L'historien se contente alors de faire, dans un



Alpes suisses, 1744

«La montagne est un milieu changeant, à la fois donnée naturelle et territoire façonné par la société et en même temps facteur de transformation de celle-ci.»

contexte alpin, de l'histoire démographique et sociale, de l'histoire politique et économique; il se borne à brosser le tableau de la démographie dans un village ou dans une vallée des Alpes, de l'industrie dans un environnement alpin, de l'agriculture dans un canton alpin. Dès lors, si les Alpes ne sont qu'un cadre, qu'une scène de théâtre ou une coquille vide, admettons que tout historien qui travaille sur la Suisse fait de l'histoire alpine. Cette perspective m'effraie et j'attends avec inquiétude celui qui aura l'idée de constituer une bibliographie de l'histoire des Alpes. Elle ressemblera forcément à un fourretout comme l'a été souvent jusqu'ici la bibliographie d'histoire des villes. Dans une énorme *Bibliography of Urban History*¹⁶, on lira parmi les maigres titres consacrés à la Suisse une monographie sur un évêque du diocèse de Lausanne et son clergé au temps du *Sonderbund* (*sic*!). S'agit-il vraiment d'une problématique urbaine? Il est permis d'en douter. De même, il est de bonne méthode de refuser que l'on considère automatiquement une étude sur l'agriculture en Valais, une biographie de l'évêque de Coire ou l'analyse de la vie politique dans le val d'Urseren comme de l'histoire des Alpes. Il y a assurément une approche traditionnelle de l'histoire des Alpes qu'il faut impérativement récuser, c'est celle qui considère l'espace alpin comme un cadre neutre, une sorte de décor qui justifie un tableau géographique au seul de maints ouvrages. On se contente d'une introduction sur les contraintes topographiques et on croit en avoir terminé avec l'espace. Voilà qui est un peu trop simple. A ceux qui travestissent en histoire des Alpes n'importe quoi, il est bon de rappeler que la montagne est autre chose que le simple accident très contraignant de la géographie. Plutôt qu'un statut figé de variable exogène, il convient d'assigner à l'espace un rôle de variable explicative. La montagne est un milieu changeant, à la fois donnée naturelle et territoire façonné par la société et en même temps facteur de transformation de celle-ci. Au lieu d'un espace-prétexte, les Alpes doivent devenir un espace-problème. N'ayons crainte de paraphraser ce que Bernard Lepetit écrivait à propos de la ville:

Constituer clairement l'histoire des Alpes en histoire problème, sérier les questions ayant pour but de cerner les effets de l'alpin paraît de bonne méthode pour continuer à faire véritablement de l'histoire des Alpes, et pour ne pas revenir à une histoire qui n'a d'intérêt pour la montagne que parce que son objet se présente dans un cadre alpestre¹⁷.

Quelques implications d'une exigence de méthode

Comment dès lors baliser plus efficacement ce qui ressort véritablement à l'histoire alpine? Face au foisonnement tous azimutés des thèmes alpins, il importe de retenir en priorité ceux qui permettent de mesurer les effets de l'alpin. La sélection des objets d'investigation doit viser à leur donner une cohérence en fonction de la capacité que les Alpes détiennent à les expliquer.

Le premier chantier est à mon sens celui qui aborde les problèmes d'histoire alpine sous l'angle environnemental. Nous pouvons privilégier l'étude des mécanismes temporels des usages sociaux de l'environnement alpin. Faits sociaux et faits écologiques ont certes leur autonomie tout en agissant les uns sur les autres de manière dynamique et dialectique. Toutefois, leurs interactions dans la durée et les significations que les sociétés leur attribuent dans le temps doivent retenir notre attention¹⁸.

Cependant, l'approche objective des faits sociaux et des faits écologiques ne suffit pas encore. Comment pourrait-on oublier à quel point les sociétés confèrent une signification de durée variable aux relations qu'elles tissent avec l'environnement montagnard. S'intéresser aux usages sociaux de la montagne consiste aussi à étudier la fabrication idéologique et pratique de l'environnement par et dans les sociétés. Il nous manque encore en Suisse une recherche comme celle qu'a consacré Serge Briffaud à la montagne pyrénéenne. Il étudie la transformation de l'espace pyrénéen en spectacle (le paysage montagnard) et en territoire de l'action pour les voyageurs-découvreurs, les ingénieurs aménagistes et les forestiers¹⁹.

L'intérêt d'une telle histoire de la perception de la montagne provient du dialogue permanent entre l'analyse des connaissances factuelles de la montagne (qui évoluent bien sûr avec le temps) et les usages qui en découlent. De multiples acteurs sociaux sont impliqués dans le maniement des représentations de la montagne. Chacun d'entre eux a une vision de la réalité montagnarde où s'agencent des éléments objectifs et des appréciations plus subjectives. L'échelle d'appréciation (donc la manière de comprendre la réalité environnementale) diffère complètement selon les types de discours et leur contexte temporel d'énonciation. Le choc de logiques territoriales est très différent selon qu'on a affaire à des notables locaux, à des gestionnaires des ministères ou encore à des technocrates de l'aménagement rural²⁰.

«S'intéresser aux usages sociaux de la montagne consiste aussi à étudier la fabrication idéologique et pratique de l'environnement par et dans les sociétés.»



Set de table de l'Office du tourisme valaisan

Focaliser ainsi la recherche historique alpine sur l'histoire des usages sociaux de la montagne a quelques implications non négligeables.

La première est que ma proposition initiale, celle d'une nécessaire définition du champ alpin perd de sa pertinence. Dès le moment où le chercheur s'intéresse en priorité à l'étude des effets de l'alpin, une définition préalable, ou si vous préférez l'exhibition d'un permis de recherche, n'est plus nécessaire. Au contraire, la définition du champ elle-même devient objet d'histoire. Rien de plus passionnant par exemple que d'observer l'évolution de la définition des Alpes dans le contexte de la politique fédérale d'aide à l'agriculture. Et l'on pourra faire de l'histoire des Alpes en plein Genève en proposant par exemple – comme on l'a fait il y a quelques années – une analyse de la réséantisation de l'espace urbain par les références alpines (noms de rue, publicité, commerce en rapport avec la montagne)²¹.

La deuxième implication est de rendre «incontournables» les nouvelles pratiques d'intelligibilité historique, expérimentées aujourd'hui sur les terrains d'une histoire sociale renouvelée. Un détour est encore utile pour comprendre la portée de ce constat. Il y a en Suisse un historien des Alpes qui dérange. Le travail d'Anselm Zurfluh, historien d'Uri, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a même suscité, cas assez rare en Suisse pour qu'on le mentionne, des dénégations outragées, jusqu'à la mise en pièces de son argumentation scientifique²². Point n'est le lieu de reprendre les données du débat, ni de défendre à tout prix Zurfluh même si l'on peut avoir l'impression qu'il est l'objet d'un procès d'intentions de la part d'auteurs qui comprennent mal l'originalité de sa démarche (et notamment le choix majeur qui consiste à faire une histoire des Alpes de l'intérieur, autrement dit, de décoloniser l'histoire alpine). Je retiendrai seulement la polémique sur l'*homo alpinus*. Cette notion particulièrement délicate a été proposée pour la première fois dans un contexte rigoureusement scientifique par le préhistorien de la fin du XIXe siècle, Edouard Pittet²³. Immédiatement, elle a été exploitée, dans un contexte idéologique cette fois-ci par Ernest Boyet en 1908 (dans la revue *Wissen und Leben*). Zurfluh la reprend à son compte non sans évoquer la surdétermination de la nature qui façonnerait un type humain spécifique (une réalité autant physique que mythique, dit-il, tout en percevant nettement le caractère politiquement suspect de la proposition)²⁴.

Cela lui vaut l'accusation de favoriser à propos des régions alpines la formation de mythes historiques et de faire de l'histoire spéculative²⁵. A l'opposé de Zurfluh, on trouve un autre pur historien des Alpes – il se définit lui-même comme explorateur des Alpes²⁶. Pierre Dubuis. Cet auteur lui aussi prolifique, pourfendeur des thèses de Zurfluh²⁷, se démarque nettement des positions de ce dernier et présente sa propre recherche dans les termes suivants :

Apporter des éléments à une discussion toujours d'actualité sur l'originalité (à laquelle je ne crois guère) d'une 'civilisation alpine' à nulle autre pareille et sur la pertinence (à laquelle je ne crois pas plus) du concept d'*homo alpinus*²⁸.

Compte tenu de cette affirmation, le résultat, solide et d'une érudition sans faille, ne peut que correspondre au type de recherches dont nous avons montré qu'elles affirmaient leur intérêt pour la montagne surtout parce que l'objet se présente dans un cadre alpestre! Autrement dit, même s'il se situe à l'évidence dans le développement récent de la science historique, Dubuis, à son corps défendant, tend à fabriquer du vieux avec du neuf.

Entre la philosophie de Zurfluh et l'érudition de Dubuis, nul besoin de choisir. Mieux vaut déplacer la problématique pour obvier aux difficultés bien réelles de ces deux propositions, prisonnières de découpages préconçus de la réalité sociale. Si l'on veut faire du neuf avec du vieux puisque c'est bien de cela dont il s'agit, la seule voie praticable est de reprendre l'interrogation permanente sur la nature du lien social. En effet, le problème n'est pas de savoir si *homo alpinus* il y a ou non, mais plutôt de comprendre dans quels contextes une telle notion peut faire sens.

Les démographes comptent les Alpains, les historiens éconômistes les classent et, à partir de là, l'identité des uns et des autres est tenue pour acquise²⁹. Qui de nous, en effet, ne s'est pas contenté un jour des formules paresseuses mais combien commodes du style : «Les populations montagnardes bénéficient de l'essor...» ou «les Alpains habitués à la vie rude...». A vrai dire, la tradition historiographique héritée de Labrousse (lui-même reprenant le modèle durckheimien) s'est plu à institutionnaliser les acteurs. Une telle approche fonctionnaliste présuppose «la représentation d'un monde cohérent, stable-

«L'appartenance à la montagne se présente donc comme une ressource que les individus comme me les groupes mobilisent ou s'approprient dans des contextes temporels variés. Ces configurations, qui valorisent le fait alpin, se font et se défont dans la durée.»

ment institutionnalisé et normé, dans lequel les acteurs seraient à leur place et identifiés à leur rôle, y compris dans leur contestation de l'ordre fonctionnel»³⁰. Cette vision a été remise en cause par de nombreuses études qui ont montré les configurations changeantes de l'espace relationnel. Une institution dans les Alpes ou une localisation dans la montagne peuvent certes devenir critère de stratification sociale mais au travers d'un ensemble de stratégies individuelles, familiales et étatiques³¹. L'opération de «déconstruction» de l'identité assigne à ce dernier concept un caractère instable : l'identité devient un arrangement de possibilités multiples de durée variable, provisoirement géré par le langage qui le désigne comme objet. Dès lors, l'appartenance au monde de la montagne et les normes éventuelles que cette appartenance produit, n'apparaissent plus comme extérieures au champ social. Elles relèvent de la configuration du jeu social. L'appartenance à la montagne se présente donc comme une ressource que les individus comme les groupes mobilisent ou s'approprient dans des contextes temporels variés. Ces configurations, qui valorisent le fait alpin, se font et se défont dans la durée. Tel serait, me semble-t-il, le véritable objet d'une histoire des Alpes.

«Le problème n'est pas de savoir si *homo alpinus* il y a ou non, mais plutôt de comprendre dans quels contextes une telle notion peut faire sens.»

Notes

- 1 Ce titre est une paraphrase qui se veut en même temps hommage à Bernard Lepetit qui écrivait : «Ainsi, pour partie sans le savoir et sans le vouloir, les sociétés font du vieux avec du neuf et du neuf avec du vieux» (B. LEPETIT in J.-L. BIGET et J.-C. HERVE, *Panoramas urbains. Situation de l'histoire des villes*, Fontenay/Saint-Cloud, 1995, p. 181).
- 2 Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1966, seconde édition, t. 1, p. 30.
- 3 Dans la deuxième série de *Remarques*, parue en 1929/30. Voir C.-F. RAMUZ, *Ouvrages complètes*, vol. 18, Lausanne, 1968, p. 284.
- 4 *De l'ours à la cocarde. Régime bernois et révolution en pays de Vaud (1536-1798)*, Lausanne, 1998 (en particulier l'article de Chantal Lafontant, p. 417-427).
- 5 «Histoire des Alpes. Perspectives nouvelles – Geschichte der Alpen in neuer Sicht», *Revue suisse d'histoire*, 29 (1979), No 1.
- 6 *Histoire et Civilisations des Alpes* sous la direction de Paul Guichonnet, 2 vol. Toulouse/Lausanne, 1980. Voir aussi, pour mesurer les changements de problématique, le recueil d'articles, sous un titre qui répond à Braudel, réunis par Martin KÖRNER et François WALTER (éd.), *Quand la montagne aussi a une histoire*, Berne, 1996.
- 7 Si l'on me permet d'évoquer un souvenir personnel, je me souviens que nous étions saisis d'un certain étonnement lorsqu'étudiants, en 1972, nous entendions le professeur Roland Ruffieux à Fribourg parler de «civilisation du gruyère» à propos de l'économie alpestre à son apogée.
- 8 Jean-François BERGIER, *Pour une histoire des Alpes. Moyen Âge et temps modernes*, Aldershot, Hampshire, 1997.
- 9 Jon MATHEU, *Eine Agrargeschichte der inneren Alpen*, Zürich, 1992.
- 10 Jon MATHEU, *Geschichte der Alpen 1500-1900: Umwelt, Entwicklung, Gesellschaft*, Wien, Köln, 1998.
- 11 Notons qu'il existe d'autres ateliers de recherche historique alpine tel le *Forschungsinstitut zur Geschichte des Alpenraums* à Brigade.
- 12 Ce qui a déjà été proposé récemment par Jean-François Bergier et Jon Mathieu. Voir le premier numéro «Des Alpes traversées aux Alpes vécues» de *Histoire des Alpes*, 1 (1996) et notamment le rapport de Jon Mathieu intitulé «Alpendiskurs und historische Forschungspraxis in der Schweiz», p. 47-56.
- 13 Le texte en est disponible pour le moment uniquement sur internet sous <http://www.dhs.ch>.
- 14 *Histoire des Alpes*, 2 (1997), pp. 11-12.
- 15 On retrouve curieusement en histoire des Alpes le problème que rencontrent aussi les historiens de la ville. Dans les remarques qui suivent j'ose dès lors reprendre en les adaptant à leur objet alpin des considérations de méthode proposées dans l'approche d'un objet urbain. Voir François WALTER, *La Suisse urbaine 1750-1850*, Genève, 1994, pp. 14-15.
- 16 20 mille titres publiés par Richard RODGER, *A Consolidated Bibliography of Urban History*, Aldershot, 1996.
- 17 «Constituer clairement l'histoire urbaine en histoire problème, écrit Bernard Lepetit, sérier les questions ayant pour but de cerner les effets de l'urbain paraissait de bonne méthode pour continuer à faire véritablement de l'histoire urbaine, et pour ne pas revenir à une histoire qui n'a d'intérêt pour la ville que parce que son objet se présente dans un cadre citadin.» Voir B. LEPETIT, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, 1988, p. 14.
- 18 Voir François WALTER, «Une histoire de l'environnement, pour quoi faire?», in *Milieux naturels, espaces sociaux. Etudes offertes à Robert Delort*, Paris, 1998, pp. 33-42.
- 19 Serge BRUFAUD, *Naissance d'un paysage. La montagne pyrénéenne à la croisée des regards XVIIe-XIXe siècles*, Tarbes/Toulouse, 1994.
- 20 Le récent ouvrage de Mathieu Stremlova va dans ce sens. Voir M. STREMLOVA, *Die Alpen aus der Untersicht. Von der Verheissung der nahen Fremde zur Sportarena. Kontinuität und Wandel von Alpenbildern seit 1700*, Bern, 1998.
- 21 Voir par exemple François WALTER, «Les Alpes, révélateur des disparités économiques régionales en Suisse», ainsi que Giuliano BROGGINI, «L'image des Alpes dans le paysage genevois», in *Le Globe*, 125 (1985), pp. 289-296 et 61-77.
- 22 Je pense particulièrement au débat qui a suivi la parution de Anselm ZÜRCH, *Un monde contre le changement. Une culture au cœur des Alpes : Uri en Suisse, XVIIe-XXe siècles*, Paris, 1993. Il existe aussi une version allemande.
- 23 Je dois cette information à Mme C. Burchardt-Seebass.
- 24 Voir son article dans G.-F. DUMONT et A. ZÜRCH (éd.), *L'Arc Alpin. Histoire et Géopolitique d'un Espace Européen*, Paris, Zürich, 1998.
- 25 Urs KARL, «Theorie und Praxis spekulativer Geschichtsschreibung», in *Historisches Neujahrsblatt*, 1994/1995, pp. 109-127.
- 26 Sur la quatrième de couverture de son livre (Pierre DUBUIS, *Dans les Alpes au Moyen Âge*, Lausanne, 1997), l'auteur précise qu'«il a exploré les Alpes du Moyen Âge, à travers leur économie, leur population et leur organisation sociale».
- 27 Compte rendu publié dans la *Revue historique vaudoise*, 1993.
- 28 Pierre DUBUIS, *op. cit.*, p. 9.
- 29 Jacques REVER, «L'institution et le social», in Bernard LEPETIT (sous la direction de), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, 1995 (collection *L'évolution de l'humanité*, Albin Michel), pp. 63-84.
- 30 *Ibid.*, p. 76.
- 31 Voir par exemple, sur les marges des Alpes mais sans aucune prétention à l'histoire alpine, les travaux de Sabina LORICA, *Soldats. Un laboratoire disciplinaire : l'armée piémontaise au XVIIIe siècle*, Paris, 1991 et de Simona CERUTTI, *La ville et les métiers. Naissance d'un langage corporatif (Turin, XVIIe-XVIIIe siècles)*, Paris, 1990.